



18 juillet 2024

Communiqué suite à l'élection du nouveau président iranien

Suite à la mort du président Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère le 19 mai dernier, des élections présidentielles ont été organisées en Iran. Comme c'est le cas depuis 1979, les femmes et les personnes appelant à un changement radical n'ont pas été autorisé·es à se porter candidat·es.

Le 6 juillet, Massoud Pezeshkian, le candidat présenté comme un « réformateur », a été élu au deuxième tour avec 53,6% des suffrages exprimés. Il faisait face à Saïd Jalili, étiqueté comme « ultra-conservateur ».

Seulement 40 % des Iranien·nes sont allé·es voter au premier tour et 50% au second tour, soit nettement moins que dans toutes les élections présidentielles avant 2021. Le boycott du scrutin a été notamment porté par :

- des syndicalistes emprisonné·es, dont Reza Shahabi,
- des opposant·es au régime, dont notamment Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix, actuellement en prison.

Au final, le nouveau président n'a été élu que par 27% des électeurs/trices inscrit·es.

Son élection intervient dans un contexte de mécontentement populaire face à :

- l'état de l'économie frappée par la gestion catastrophique du pays et les sanctions internationales,
- la férocité de la répression du mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

Massoud PEZESHKIAN se présente comme la "voix des sans-voix" et a promis d'œuvrer pour améliorer les conditions de vie des plus défavorisés. Il a dénoncé le recours à la force par la police pour appliquer l'obligation du port du voile par les femmes.

"Nous nous opposons à tout comportement violent et inhumain (...) notamment envers nos sœurs et nos filles, et nous ne permettrons pas que de tels actes se produisent."

Mais le président n'a que des pouvoirs restreints. Il est chargé d'appliquer les grandes lignes politiques fixées par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui est le véritable chef de l'État.

Nous réaffirmons notre entière solidarité avec l'ensemble des mobilisations sociales qui sont le seul levier pouvant permettre aux Iranien·nes de s'émanciper et de s'affranchir de ce régime autoritaire.

Nous appelons le président Massoud PEZESHKIAN à :

- libérer tou·tes les prisonnier·es d'opinion,
- annuler toutes les condamnations à mort, dont celle de Sharifeh MOHAMMADI, militante des droits civils et du monde du travail.